

Budget: le fédéral se dit optimiste mais personne n'y croit

■ Critiquée par la Cour des comptes et l'Europe, la "suédoise" affirme que le budget 2018 restera sur les rails.

L'opposition le confirmera volontiers : la question budgétaire est l'un des gros problèmes du gouvernement fédéral. Si la différence entre les prévisions et la réalité a tendance à se réduire au fur et à mesure que s'écoule la législature, la Cour des comptes et la Commission européenne viennent de remettre tour à tour des rapports très critiques. Entre autres, l'évaluation par la "suédoise" d'une série de recettes espérées est sujette à caution (taxe Caïman, etc.).

De même, le coût de certaines réformes ambitieuses reste dangereusement flou. On pense ici aux incertitudes entourant la baisse de l'impôt des sociétés (Isoc) décidée l'été dernier et qui est censée être neutre sur le plan budgétaire. La difficulté globale à équilibrer les comptes a

conduit la majorité à reporter chaque fois un peu plus loin le retour à l'équilibre budgétaire (qui est renvoyé désormais à 2020 au mieux).

Mardi, les travaux de la commission des Finances de la Chambre se sont poursuivis dans ce contexte. La ministre du Budget, Sophie Wilmès (MR), et le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), ont balayé les remarques de la Cour des comptes et de l'Europe. Pour eux, tout ira bien, il n'y aura pas de mauvaises surprises. "Tous les signaux sont au vert pour faire mieux que prévu en 2018", a même affirmé Johan Van Overtveldt en commission.

Ce ton rassurant tranche avec les récentes remar-

ques négatives émanant pourtant des rangs de la majorité. Le député CD&V Hendrik Bogaert avait critiqué la mentalité laxiste du gouvernement Michel en matière de contrôle des finances publiques. Un laxisme digne à ses yeux de l'Europe du Sud et qui proviendrait des francophones, cheval de Troie de la gabegie dans cette majorité... Outre ces propos outranciers, qui frisent l'a priori raciste, Bart De Wever lui-même, président de la N-VA, avait reconnu à l'époque que le grand échec du fédéral était sa gestion budgétaire.

"Totalelement irresponsables !"

Du côté du PS, les réponses fournies à la Chambre par les deux ministres fédéraux laissent songeur.

"Ils sont totalement irresponsables, affirme Ahmed Laaouej, chef de groupe PS. Le fédéral s'écarte de 2 milliards d'euros de ses prévisions pour 2018, dit la Commission. Si on ajoute à cela les incertitudes dans de nombreux dossiers, on sera au minimum à 2,6 milliards de dérapage. Tout le monde dit au gouvernement que ses chiffres ne sont pas crédibles et

les voilà qui ajoutent une réforme de l'Isoc à la barque... C'est le pompon ! Alors que les effets-retour promis suite au tax shift ne sont pas au rendez-vous, c'est une fuite en avant."

Même inquiétude pour Georges Gilkinet (Écolo) : *"Sophie Wilmès et Johan Van Overtveldt s'arc-boutent sur leurs certitudes et tentent de minimiser les avertissements. Pourtant, le résultat des exercices précédents ne plaide pas pour la solidité des estimations budgétaires de la majorité fédérale, ni de sa capacité à tenir ses engagements. La taxe Caïman a rapporté 30 millions sur les 450 annoncés, la régularisation fiscale 98 millions sur 250, etc."*

F.C.

2,6

milliards d'euros

C'est le montant minimum du dérapage prévu pour le budget 2018, selon le chef de groupe PS, Ahmed Laaouej.